

Commercialisation des capacités de stockage aux enchères

Contribution ANTARGAZ

8 juillet 2016

Question 1. Partagez-vous les orientations générales proposées par la CRE ?

Antargaz estime que les opérateurs de stockage sont les plus à même de construire des offres répondant aux besoins du marché. Il leur appartient d'évaluer et d'anticiper les évolutions nécessaires à apporter dans le marketing de leurs produits pour en garantir une commercialisation réussie.

Aussi nous partageons l'avis de la CRE de laisser une marge de manœuvre importante aux opérateurs de stockage. Il nous semble également important d'instaurer un cadre de régulation incitatif à maximiser la souscription des stockages, ce qui permettra d'assurer la sécurité d'approvisionnement et en second lieu, sous réserve d'un bon dimensionnement du prix de réserve, une maximisation des revenus.

Question 2. Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1^{er} novembre au 31 mars ?

Dans la continuité de la réponse à la question 1, nous sommes favorables à un calendrier de commercialisation élargi afin que les stockeurs aient la liberté de choisir le moment de commercialisation de leurs capacités si les conditions de marché leurs semblent favorables.

En ce sens, la possibilité devrait être laissée aux stockeurs de pouvoir commencer au plus tôt, s'ils l'estiment judicieux, la commercialisation de leurs produits et cela éventuellement avant même le 1^{er} novembre, du moins pour une partie des volumes.

Concernant la date de fin de la période de commercialisation nous sommes d'avis que l'obligation aux stockeurs de proposer au marché la totalité des volumes doit s'appliquer uniquement pour la part des stockages nécessaire à assurer la sécurité d'approvisionnement. Pour les volumes excédentaires, il ne faut pas se priver d'une possibilité de souscription plus tardive en cas d'opportunités de ventes ultérieures, y compris au-delà du 31 mars, et il n'y a pas lieu d'imposer un calendrier de commercialisation.

Ainsi les opérateurs de stockages auront une flexibilité maximale sur ce point. Libre à eux ensuite de choisir les moments opportuns pour lancer leurs ventes.

En revanche, d'un point de vue pratique, pour la 1^{re} année de commercialisation sous forme d'enchères, compte tenu des contraintes de calendrier la proposition de la CRE nous semble tout à fait convenir.

Question 3. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standard commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?

Nous rappelons que les deux buts qui doivent être recherchés sont :

- Assurer la sécurité d'approvisionnement du système français. A ce titre il est compréhensible de proposer une offre restreinte et standard, correspondant à cette demande.
- Maximiser le revenu issu des enchères afin d'en limiter le coût au consommateur final qui devra s'acquitter du terme compensatoire. Aussi, si les opérateurs de stockage sont capables de proposer des produits innovants qui répondraient à une certaine demande du marché et en tirerait un revenu important rien ne doit pouvoir les en empêcher

Antargaz n'est pas favorable à une réduction du nombre de produit dans la mesure où nous pensons que cela pourrait désoptimiser l'offre des stockeurs et donc faire obstacle à la maximisation du revenu de la commercialisation.

On peut aussi noter qu'une trop grande diversité des offres pourrait éventuellement être nuisible à l'attractivité du marché français si elle ne rencontrait pas la demande correspondante. Il appartient donc aux stockeurs de rester à l'écoute du marché pour proposer en permanence une offre en adéquation avec les attentes de leurs clients.

A souligner également qu'opérationnellement il est important de simplifier au maximum l'accès au stockage en gardant des règles communes entre les différents opérateurs, un minimum de PITS, et en proposant dès que possible le foisonnement de stockages.

Question 4. Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits ?

Dans la mesure où certaines enchères ne rencontreraient pas ou peu de succès, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce l'offre soit adaptée entre plusieurs tours. Par contre, dans le cas où le catalogue de base serait trop restreint (moins de 5 produits) il y aurait de fortes probabilités que cela conduise à une désoptimisation (évoquée en question 3).

Question 5. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10% de leurs capacités totales avant le 31 mars ?

Nous sommes favorables à ce qu'une partie des volumes puissent être définis librement par les opérateurs de stockage en revanche nous pensons qu'une part de 10% est trop restrictive. Cette part pourrait correspondre aux volumes excédentaires au niveau minimal de souscription nécessaire à assurer la sécurité d'approvisionnement. Ainsi les stockeurs auront la possibilité de proposer l'offre la plus optimale possible et donc en maximiser l'intérêt.

Question 6. Dans le cas où le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Nous estimons qu'une fois le niveau nécessaire à assurer la sécurité d'approvisionnement est atteint, les stockeurs doivent pouvoir être libres de définir librement leurs produits. Ceci étant valable si le niveau est atteint avant le 31 mars.

Question 7. Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d’approvisionnement n’est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d’approvisionnement après le 31 mars ?

Nous partageons l’avis de la CRE de rester sur des produits d’ores et déjà connus et maîtrisés par l’ensemble des acteurs, donc ayant déjà été proposés au moins une fois auparavant, dans le cas où ce niveau n’est pas atteint.

Question 8. Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Nous y sommes favorables : les capacités disponibles restantes doivent faire l’objet d’une commercialisation complètement libre.

Question 9. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?

Antargaz estime que si une demande du marché existe sur des produits pluriannuels rien ne doit pouvoir en empêcher la commercialisation par les opérateurs de stockage. Si un maximum 20% nous semble adapté pour la première année de commercialisation compte tenu des incertitudes actuelles, par la suite cette limite nous semble trop restrictive.

Question 10. Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?

Nous partageons cette préférence pour une commercialisation par lots pour éviter que la totalité du volume ne soit proposée d’un coup et se prémunir de tout risque lié au manque de liquidité qui diminuerait les bids des expéditeurs.

Question 11. Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?

Nous sommes favorables aux règles proposées par la CRE.

Question 12. Etes-vous favorable la proposition de la CRE d’harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?

Nous sommes favorables à l’harmonisation des calendriers d’enchères entre les opérateurs de stockage.

Question 13. Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l’ensemble des acteurs dite « pay as cleared » ? ?

Nous partageons l’analyse de la CRE quant au choix du mécanisme d’adjudication en « pay as cleared » qui assurerait une plus grande attractivité des enchères permettant ainsi une maximisation des revenus des enchères par une participation plus importante des différents acteurs alors que le « pay as bid » aurait l’effet contraire.

Question 14. Partagez-vous la préférence de la CRE pour l’enchère à partir d’une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à fixing ?

Nous n’avons pas de préférence particulière pour l’un ou l’autre des modes d’enchères proposés, chacun présentant ses qualités et ses défauts. Néanmoins on peut noter qu’en discrétisant suffisamment la

commercialisation (i.e. en multipliant le nombre d'enchères et donc nécessairement en proposant des lots de taille réduite), il est possible d'atténuer le défaut principal de l'enchère à fixing qui est l'absence d'émulation due au caractère statique de l'enchère.

Question 15. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?

Nous considérons que pour la première année d'enchères il serait peut-être plus prudent de ne pas indexer de stockage sur le spread été/hiver pour éviter de provoquer trop de changements d'un seul coup. Par la suite, si les opérateurs de stockages se rendent compte qu'il y a une vraie demande de la part du marché, il pourrait être envisagé d'en introduire progressivement la commercialisation.

Question 16. Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères ?

Comme l'ensemble du marché nous considérons, qu'il est primordial de connaître la méthodologie de détermination du prix de réserve, les enchères devant être le plus transparentes possible pour attirer un maximum de participants.

Question 17. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Antargaz n'a pas d'autres remarques à formuler.

*

* *